

Quelques réflexions sur les résultats des élections européennes en Europe centrale de 2004

François Bafoil

► **To cite this version:**

François Bafoil. Quelques réflexions sur les résultats des élections européennes en Europe centrale de 2004. 2004. <hal-01065505>

HAL Id: hal-01065505

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-01065505>

Submitted on 18 Sep 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

QUELQUES REFLEXIONS SUR LES RESULTATS DES ELECTIONS EUROPEENNES EN EUROPE CENTRALE DE 2004

François Bafoil
CERI/CNRS

Les principaux enseignements des élections européennes qui viennent d'avoir lieu en Europe centrale et orientale tiennent :

1. d'une part, au faible taux de participation, largement inférieur à celui de l'Ouest;
2. d'autre part, à la sanction générale des gouvernements en place ;
3. enfin, à l'importance des partis populistes.

Comment l'expliquer ?

Ce qui suit n'est qu'une simple note, limitée aux quatre pays d'Europe centrale.

1. Faible taux de participation

En ce qui concerne le taux de participation, on doit souligner qu'il est largement inférieur à celui de l'UE15 qui se situe à 45%. A l'Est, il est à son maximum de 41% en Lettonie alors qu'il n'est que de 16% en Slovaquie, le pire résultat avec celui de la Pologne, qui affiche à peine plus de 20%.

De manière générale, on peut souligner que tous les instituts de sondage se sont trompés car, s'ils prévoyaient une faible participation, de l'ordre de 45% (pour Eurostat), ils n'avaient pas imaginé une telle déroute. C'est le taux de participation le plus mauvais de toute la période qui nous sépare de 1989 et, même si les taux de participation n'ont jamais été élevés, ils n'ont jamais atteint ce bas niveau.

Pour rendre compte de cette désaffection, on peut avancer, dans la foulée du politiste hongrois Attila Agh, le concept d' « eurofatigue ». Il fait référence :

- 1/ au nombre élevé d'élections qui ont précédé le scrutin de juin (par exemple, en Slovaquie avec les élections présidentielles) ou de déceptions liées au politique (on pense surtout à la Pologne, contrainte de changer de position sur la Constitution dans la foulée de la nouvelle donne espagnole).

2/ au rythme soutenu d'efforts accomplis pour l'intégration depuis 15 ans et le sentiment largement partagé que tout a été fait il y a un an avec les référendums pour l'accession. On rappellera qu'ils ont d'ailleurs été massivement gagnés.

3/ Plus gravement, ce concept d' « eurofatigue » peut renvoyer à la vision pessimiste, selon laquelle, pour ces nouveaux membres, entrer dans l'UE pour bénéficier des fonds était plus important que participer à la vie politique commune, dont on ne saisit guère les enjeux et qu'on ressent comme très éloignée des préoccupations des citoyens.

4/ On rejoint ici l'idée que ne compte pour les nouveaux membres que l'aspect économique (plus exactement financier) lié aux aides, et absolument pas la responsabilité politique et plus encore, le partage des valeurs. Pour certains, on touche là à l'ambiguïté de l'élargissement.

2. Sanction générale des gouvernements en place

Tous les gouvernements en place ont été sanctionnés, si l'on excepte la Slovaquie où le parti SDKU démocrate chrétien du Premier ministre est arrivé en tête. Concernant ce dernier, on peut toutefois noter qu'il est talonné par celui de Meciar, le HDS.

La plus spectaculaire sanction a eu lieu en République tchèque, avec la non représentation d'un des trois partis de la coalition au pouvoir, le US (il n'a aucun siège), tandis que les deux autres membres de la coalition totalisent 8% et 10% des suffrages exprimés et ne recueillent que 4 sièges sur 24. Tout le reste va à l'opposition, dont 9 sièges (30%) à l'ODS de Klaus, actuel président de la République et eurosceptique convaincu. Or, on peut raisonnablement penser que l'ODS va retourner aux affaires lors des prochaines élections.

Autre élément notable, la chute considérable du SLD en Pologne, qui se trouve complètement en faillite depuis le début de l'année. On peut notamment expliquer son effondrement par la démission de Miller au poste de Premier ministre et l'incapacité de la Diète à se mettre d'accord sur le nom de son successeur jusqu'au vendredi 25 juin, date à laquelle Belka a obtenu l'investiture du Parlement. On peut toutefois noter que la chute du SLD est moindre (10%) que ce que les sondages prédisaient (autour de 5%).

Cela posé, on doit souligner qu'en Pologne c'est un parti d'opposition pas franchement anti-européen qui arrive en tête, même s'il est dépassé en somme de voix par les anti-européens. La PO (Plateforme civique) est un curieux mélange de centrisme droitier, européen en demi-teinte, à la rhétorique populiste « intellectuelle » vague, sans programme économique sérieux, mais en réalité seul adversaire en lice, si l'on excepte le SLD, de

l'extrémisme populiste droitier représenté largement par le parti paysan Autodéfense Paysanne (Samoobrona) et surtout par la Ligue des Familles Polonaises (LPR).

Quant au cas tchèque, il présente l'originalité de placer en bonne position les communistes, qui ont remporté 20% des suffrages exprimés (un peu comme le PDS est-allemand qui, encore une fois en ex-RDA, a approché les 50% des suffrages exprimés). Ce constat mérite une explication : dans le cas allemand, il semble que la forte présence dans les Länder de l'Est du PDS, héritier du parti communiste est-allemand, témoigne du maintien de la coupure des deux anciens Etats allemands et du refus par la population est-allemande du jeu traditionnel quadripartite (SPD, CDU, Verts et Libéraux) ; en République tchèque, le communisme demeure circonscrit localement (principalement en Moravie) mais néanmoins bien présent dans les collectivités locales (jusques et y compris de grandes villes comme Olomouc).

3. Les populismes

Les populismes semblent être les grands vainqueurs des élections. Comment le comprendre ?

Notons d'abord que ce sont eux qui ont monopolisé le débat, les gouvernements en place ne se positionnant qu'exceptionnellement en défenseurs de l'UE.

Ces partis populistes ont usé d'une rhétorique facile anti-parlementaire, anti-bureaucratie, anti-élites. Ils ont joué sur le sentiment d'éloignement aisément perceptible de Bruxelles par les populations. En cela, ils ne se distinguent guère de leurs homologues de l'Ouest.

Les partis populistes témoignent d'une méconnaissance totale des mécanismes politiques et plus généralement de la vie institutionnelle de l'UE, mais peu importe. On comprend ainsi la désignation de candidats, plus ou moins farfelus, seulement dotés d'une aura quelconque : le meilleur exemple en a été fourni en Slovaquie par la tête de liste gouvernementale, ancien champion de Hockey sur glace qui s'est trouvé incapable de répondre à la question élémentaire d'un journaliste sur la vie institutionnelle de l'UE.

On peut distinguer trois grandes mouvances « populistes » en Europe centrale :

- La première regroupe les populismes 'intellectuels', avec la Plateforme Citoyenne en Pologne qui gagne les élections avec 25% des suffrages exprimés ou encore le FIDESZ qui a remporté également les élections avec plus de 47% de votes exprimés. Pour eux, le projet européen mérite attention, mais à partir seulement des seuls intérêts nationaux. Autrement dit, s'ils ne sont pas directement contre l'UE et la défendent, c'est pour favoriser la plus grande diffusion qui de la polonité, qui de la magyarité.

- Les populismes nationalistes, avec Samoobrona, la Ligue des Familles Polonaises (cette dernière arrivant en seconde position) ou encore le HDS slovaque ou l'ODS tchèque, sont carrément anti-européens. Dans le cas polonais, on retrouve les ingrédients du nationalisme fondés sur la défense de la ruralité, du christianisme, la lutte contre l'étranger, cette fois à Bruxelles, la valorisation des produits nationaux.
- Enfin, les communistes qui usent volontiers de la rhétorique anti-bruxelloise pour défendre les principes de la souveraineté et de la Nation, cette fois articulée aux valeurs de la solidarité interne et de l'autonomie nationale.

Conclusions très provisoires

On peut essayer de tirer quelques conclusions en distinguant les électeurs des partis.

Les électeurs

De leur part, on relève un très profond sentiment de défiance vis-à-vis des équipes en place. Le débat interne l'a emporté sur toute considération politique européenne. Un désintérêt massif s'est manifesté à l'encontre de l'enjeu politique, relayant ainsi le discrédit dont souffrent les scènes politiques nationales.

On note dans tous les pays une dénonciation de Bruxelles comme trop éloignée des soucis quotidiens.

Les partis

Un déficit profond existe concernant la connaissance de l'UE et, plus largement, celle de la vie politique communautaire. Au bout du compte, on note beaucoup de traits communs entre l'Ouest et l'Est, mais exacerbés dans le cas est-européen, et renvoyant pour beaucoup à une défiance de l'UE politique. Le déficit démocratique semble la menace la plus grave.

On peut raisonnablement supposer que les « familles » politiques du Parlement ne vont pas réduire la portée des extrémistes de l'Est. L'incapacité de trouver une quelconque légitimité au sein du Parlement les forcera à « forcer le trait » sur la scène strasbourgeoise pour mieux se valoriser auprès de leurs mandants locaux.

Par ailleurs, on peut se convaincre que les trois grands partis du centre polonais, hongrois et tchèque qui sont tous trois arrivés en tête, rejoindront sans difficulté le PPE et donc contribueront à stabiliser le jeu.

Cela conduit à souligner que si l'Est témoigne d'un fort populisme en termes de part des votants, cela reste, néanmoins, marginal en termes de sièges acquis. En tous les cas, insuffisant pour entraîner la création d'une famille parlementaire. On peut donc conclure que

les résultats à l'Est ne mettront pas en péril les équilibres atteints et renouvelés sous la précédente législature. Du coup, on peut être certain que l'ajustement se fera sur la durée sans trop de heurts et que le processus d'adaptation aux règles communes aura lieu.

Remarques finales

Année après année, on relève le déficit de société civile en Europe centrale et orientale. Peu d'associations ont conduit le débat, entraînant de fait peu d'intégration. Le plus regrettable est sans doute ce manque d'intégration dans le processus d'élargissement. Une des tâches centrales de tous les gouvernements est-européens semble être en effet d'intégrer maintenant les sociétés dans le processus d'intégration.

24 juin 2004

Hongrie participation : 38.47%

Formations politiques	Pourcentage des suffrages	Nombre de sièges
Alliance des Jeunes Démocrates (FIDESZ)	47.41	12
Parti Socialiste Hongrois (MSZP)	34.31	9
Alliance des Démocrates Libres (SZDSZ)	7.72	2
Forum démocrate (MDF)	5.33	1

Lettonie participation : 41.20%

Formations politiques	Pourcentage des suffrages	Nombre de sièges
Union pour la patrie et les libertés (TB/LNNK)	29.82	4
Nouvelle ère (JL)	19.68	2
Pour les droits de l'homme en Lettonie unie (PCTVL)	10.71	1
Parti du peuple (TP)	6.65	1
Voie lettone (LC)	6.52	1

Lituanie participation : 39.40%

Formations politiques	Pourcentage des suffrages	Nombre de sièges
Parti du travail (DP)	30.36	5
Parti social démocrate (LSDP)	14.40	2
Union de la patrie-Conservateurs (TS-LK)	12.41	2
Union libérale-Union du Centre (LLS-LSC)	11.19	2
Parti des paysans-Parti de la Nouvelle démocratie (LVP-NDP)	7.40	1
Parti libéral démocrate	6.86	1

Pologne
Participation : 20.76%

Formations politiques	Pourcentage des suffrages	Nombre de sièges
Plateforme civique (PO)	25.21	15
Ligue des familles polonaises (LPR)	15.74	9
Droit et justice (PiS)	11.82	7
Alliance pour la gauche démocratique (SLD)	10.39	6
Samoobrona (SO)	10.09	6
Union pour la liberté (UW)	8	5
Parti paysan populaire (PSL)	5.53	3
(SPDL)	5.03	3

République tchèque
participation : 28.32%

Formations politiques	Pourcentage des suffrages	Nombre de sièges
Parti démocrate civique (ODS)	30.04	9
Parti communiste (KSCM)	20.27	6
Association des indépendants-Démocrates européens (SNK-ED)	11.02	3
Union chrétienne démocrate (KDU)	9.57	2
Parti social démocrate (CSSD)	8.78	2
Indépendants (Nezavisli)	8.18	2

Slovaquie
participation : 16.96%

Formations politiques	Pourcentage des suffrages	Nombre de sièges
SMER	16.58	3
Mouvement chrétien démocrate (KDH)	15.90	3
Mouvement pour une Slovaquie démocratique (LS-HZDS)	16.73	3
Union démocratique et chrétienne (SDKU)	16.78	3
Parti de la coalition hongroise (SMK-MKP)	13	2

Slovénie
participation : 28.34%

Formations politiques	Pourcentage des suffrages	Nombre de sièges
Nouvelle Slovénie (NsSi)	23.47	2
Parti libéral démocrate de Slovénie-Parti démocrate des retraités slovènes (LDS-DeSUS)	21.93	2
Parti démocrate slovène (SDS)	17.68	2
Liste des sociaux démocrates unis (ZLSD)	14.17	1